

Agence Régionale de Santé (ARS)
Normandie
Secrétariat Général

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations de formation visant le développement des compétences numériques et collaboratives des agents des Agences Régionales de Santé

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)









Consultation n°

CRN MP 25-02





SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
8. LITIGE ET SANCTIONS	20
9. FIN DU CONTRAT	21

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Prestations de formation visant le développement des compétences numériques et collaboratives des agents des Agences Régionales de Santé
 Acheteur	Agences Régionales de Santé (ARS)
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
 Structure	3 lots
 Lieu d'exécution	Exécution des prestations à distance
 Durée	Période initiale de 12 mois – 3 reconductions de 12 mois
 Développement durable	Clause sociale - Clause environnementale
 Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 3° - Services sociaux et autres services spécifiques - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Prestations de formation visant le développement des compétences numériques et collaboratives des agents des Agences Régionales de Santé.

Le présent accord-cadre a pour objet d'organiser et de dispenser des formations adaptées aux agents des Agences Régionales de Santé (ARS). Ces formations couvrent un large spectre de compétences. L'objectif principal est de renforcer les compétences des agents des ARS, en proposant des programmes de formation adaptés aux besoins identifiés.

■ Groupement de commande

En application de l'article L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique et de la Convention constitutive du CRN (Centre de Ressources national) de la Commande Publique le régissant, les ARS se sont associées en groupement de commande.

La présente consultation est régie par ce groupement. Les ARS ayant adhéré à cet accord-cadre, sont les suivantes :

ARS Auvergne-Rhône-Alpes,
ARS Bourgogne France Comté,
ARS Bretagne,
ARS Centre Val de Loire,
ARS Corse,
ARS Grand Est,
ARS Guadeloupe,
ARS Guyane,
ARS Ile de France,
ARS La Réunion,

ARS Martinique,
ARS Normandie,
ARS Nouvelle Aquitaine,
ARS Occitanie,
ARS Pays de Loire,
ARS Provence-Alpes-Côte-D'azur.

■ **L'ARS Normandie, pilote du groupement de commande**

L'ARS Normandie, représentée par François MENGIN-LECREULX Directeur Général, est désignée coordonnatrice du groupement.

Adresse et coordonnées :

ARS Normandie
Espace Claude Monet
2, Place Jean Nouzille
14050 Caen Cedex 4
Téléphone : 02 31 70 96 96
Courriel : ars-normandie-achats@ars.sante.fr
Site internet : <https://www.normandie.ars.sante.fr/>

Cet établissement est chargé d'assurer la passation de la procédure, de signer et de notifier le marché public au nom des autres agences. Les ARS, chacune pour ce qui les concerne, s'assurent de la bonne exécution des bons de commande sauf pour les éventuels avenants afférents aux marchés publics concernés dont la gestion revient à l'agence coordonnatrice.

■ **Lieu d'exécution :**

Les formations ont lieu uniquement à distance.

■ **Exclusivité :**

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les formations à distance ou en e-learning objet du contrat. Les formations en présentiel sont exclues du présent accord-cadre. Le cas échéant, les ARS sont donc libres de solliciter le prestataire de leur choix.

Par ailleurs, compte tenu de contrats en cours, le présent accord-cadre prend effet de façon différée pour certaines ARS listées ci-dessous :

ARS concernée	Contrat en cours	Périmètre couvert par le contrat	Echéance du contrat en cours
ARS Bourgogne France Comté,	Oui	Lots 1 à 3	31/12/2025
ARS Bretagne,	Oui	Lot 1	31/12/2027
		Lot 3	01/01/2029
ARS Grand Est,	Oui	Lot 1	31/12/2025
ARS Guadeloupe,	Oui	Lot 1	31/12/2025

Toutefois, pour tout besoin de formation non couvert par le contrat en cours, ces ARS peuvent passer commande auprès du titulaire du présent accord-cadre concerné.

■ **Pièces contractuelles :**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (Bordereau des prix unitaires) ;
- le présent document ;
- le CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières);
- le CCAG applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation;
- Le Cahier des clauses simplifié de cybersécurité approuvé par arrêté du 18 septembre 2018;
- l'offre technique et le catalogue tarifaire du titulaire;

- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le Coordonnateur, fait seule foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l'exécution du contrat ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre désignées au présent article.

■ Représentation des parties :

Le titulaire désigne dès la notification du contrat les noms et coordonnées professionnelles des personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations (un interlocuteur privilégié et son suppléant). Ils sont chargés de représenter le titulaire auprès de l'ensemble des ARS, quelle que soit la nature des questions évoquées. Le suppléant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire, présenter des compétences au moins équivalentes et avoir une parfaite connaissance de l'accord-cadre.

En cas d'empêchement ou de remplacement des représentants du titulaire en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'ARS coordinatrice et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau représentant. Les exigences de pouvoirs suffisants, compétences équivalentes et connaissance de l'accord-cadre exigées pour le suppléant s'appliquent pour tout remplaçant.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet	Montant maximum en euros HT
Consultation	Prestations de formation visant le développement des compétences numériques et collaboratives des agents des Agences Régionales de Santé	
Lot	Lot n°1 Formations aux bases bureautiques classiques, aux outils de collaboration et de gestion de projets	3 000 000€HT
Lot	Lot n°2 Formations aux outils d'analyse et de visualisation de données	600 000€HT
Lot	Lot n°3 Formations aux outils d'automatisation et de développement d'applications	400 000€HT

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse de l'ARS commanditaire,

- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- la description des prestations prévues y compris le type de formation (distanciel, e-learning, ...), le nombre de participants et les dates de session
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont les Directeurs généraux des ARS ou leurs représentants dûment habilités.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une période initiale de **12 mois** à compter de la notification du contrat.

■ Reconduction du contrat :

Le contrat est reconductible de manière tacite dans les conditions suivantes :

Période	Durée
Lot n°1 Formations aux bases bureautiques classiques, aux outils de collaboration et de gestion de projets	
- Période initiale	12 mois à compter de la notification de l'accord-cadre
- Reconduction n°1	12 mois à compter de la fin de la période initiale
- Reconduction n°2	12 mois à compter de la fin de la période de reconduction n°1
- Reconduction n°3	12 mois à compter de la fin de la période de reconduction n°2
Lot n°2 Formations aux outils d'analyse et de visualisation de données	
- Période initiale	12 mois à compter de la notification de l'accord-cadre
- Reconduction n°1	12 mois à compter de la fin de la période initiale
- Reconduction n°2	12 mois à compter de la fin de la période de reconduction n°1
- Reconduction n°3	12 mois à compter de la fin de la période de reconduction n°2
Lot n°3 Formations aux outils d'automatisation et de développement d'applications	
- Période initiale	12 mois à compter de la notification de l'accord-cadre
- Reconduction n°1	12 mois à compter de la fin de la période initiale
- Reconduction n°2	12 mois à compter de la fin de la période de reconduction n°1
- Reconduction n°3	12 mois à compter de la fin de la période de reconduction n°2

L'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

■ Calendrier détaillé d'exécution :

Le titulaire respecte la planification des formations détaillée à l'article 3.6 du CCTP.

■ Délai des bons de commande :

La durée des prestations est détaillée dans le CCTP, le BPU ou dans le catalogue du titulaire et est rappelée dans le bon de commande.

En dehors des ARS pour lesquelles l'accord-cadre prend effet de façon différée (cf. article 2 du présent CCAP), les bons de commande peuvent être émis à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'au dernier jour d'exécution même si l'exécution est prévue au-delà, à condition qu'elle ne dépasse pas de plus de trois mois la fin de l'accord-cadre.

Annulation d'une formation à la demande des ARS

Toute annulation ou report d'une formation à la demande d'une ARS plus de 48h avant la date prévue n'ouvre droit à aucune indemnisation à l'exception des frais réels engagés par le prestataire. Le paiement de ces frais sera effectué sur présentation des justificatifs et ne devra pas conduire à l'enrichissement sans cause du titulaire.

Toute annulation ou report d'une formation à moins de 48h de la date prévue entraîne le paiement total de la prestation.

Annulation de la formation par le titulaire

En cas d'annulation d'une formation par le titulaire, une nouvelle date de formation doit être proposée dans un délai de 48h. Des pénalités pourront également être appliquées dès lors que l'annulation intervient moins de 48h avant la date prévue.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix du Bordereau des Prix Unitaires sont **révisables** annuellement, à la date d'anniversaire de l'accord-cadre, à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est $P = P_o \times (I_m/I_o)$

dans laquelle

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_m = Valeur de l'indice pour le mois de référence

I_o = Valeur de l'indice en vigueur au mois Mo

L'indice utilisé est le suivant :

Code index	Libellé de l'index
Syntec	SAL - Indice SYNTEC_REVISE Coûts salariaux des prestations intellectuelles (informatique, ingénierie, ...)

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, en cas de remises d'offres multiples, la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre initiale remise par le titulaire.

Le mois m est le mois d'anniversaire du contrat moins 3 mois.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ **Catalogue :**

Les prestations objet du contrat sont définies dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Les ARS bénéficiaires peuvent également commander des prestations non prévues au BPU sur la base du catalogue du titulaire. Il est appliqué aux ARS une remise en pourcentage sur les prix publics. Cette remise est précisée au BPU. Les formations commandées sur catalogue doivent respecter l'allotissement prévu.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- la transmission de l'ensemble des livrables prévus (supports de formation, rapports, ...) ;
- l'accès à l'espace numérique mis à disposition des participants et services formation des ARS ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Par principe, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. En cas d'impossibilité, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises dans un délai de 15 jours à compter de la réalisation des formations et de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Régime et périodicité des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiels définitifs (article R2191-26 du Code de la commande publique).

Les paiements interviennent après réalisation des prestations à l'exception des accès e-learning payés trimestriellement ou semestriellement au choix du titulaire.

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Documentation :**

Le titulaire doit s'assurer que l'intervenant et les stagiaires disposent des supports de formation et des cahiers d'exercices et/ou de travaux pratiques dès la première heure de la formation voire en amont si nécessaire.

Par ailleurs, pour attester la réalisation de la formation, le titulaire remet au service formation concerné, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la fin de la formation, les documents suivants :

- les feuilles d'émargement,
- la copie des attestations de formation et la liste des lauréats le cas échéant en cas de certification,
- les évaluations de la formation par les stagiaires ainsi qu'une synthèse de des évaluations,
- le compte-rendu de la formation rédigé par le formateur,
- un exemplaire du support de formation remis aux stagiaires conforme aux fiches pédagogiques.

Les attestations de formation doivent également être remis aux stagiaires dans ce même délai.

Enfin, conformément à l'article 8 du CCTP, le titulaire s'engage à remettre par courriel sous format numérique un rapport d'évaluation annuel des formations par ARS ainsi qu'un rapport d'évaluation annuel global pour l'ensemble des bénéficiaires.

Les rapports d'évaluation annuels sont transmis aux bénéficiaires à compter du 1er janvier et au plus tard le 31 janvier de l'année N+1 pour les formations suivies en année N.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

A l'issue des opérations de vérification, le paiement de la facture vaut admission des prestations. Le cas échéant, l'acheteur peut également prendre une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

La vérification quantitative et qualitative des prestations est réalisée par le service formation de chaque ARS.

6.3. Développement durable

■ Clause sociale :

Les ARS, dans le cadre de l'effort de promotion de l'emploi et du combat contre l'exclusion, ont décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique, en incluant dans le présent CCAP de cet accord-cadre national, une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots comme suit :

Tableau des actions d'insertion à réaliser pour le lot retenu

Lot n°	Libellé du lot	Modalité d'action d'insertion	Quantité
Lot 01	Lot n°1 Formations aux bases bureautiques classiques, aux outils de collaboration et de gestion de projets	Autre considération sociale	1 action de formation par année d'exécution de l'accord-cadre
Lot 02	Lot n°2 Formations aux outils d'analyse et de visualisation de données	Autre considération sociale	1 action par année d'exécution indiquée en catégorie (2) – ou 2 actions notées en catégorie (1). Choix libre de la modalité.
Lot 03	Lot n°3 Formations aux outils d'automatisation et de	Autre considération	1 action par année d'exécution indiquée en catégorie (2) – ou 2

Lot n°	Libellé du lot	Modalité d'action d'insertion	Quantité
	développement d'applications	sociale	actions notées en catégorie (1). Choix libre de la modalité.

Modalités de mise en œuvre :

L'entreprise titulaire s'engage à réaliser, à l'occasion de cet accord-cadre et par année d'exécution, en lien avec les prestations demandées, la ou les actions d'insertion (en condition d'exécution), qu'elle indiquera dans son cadre de mémoire technique, au profit des personnes le plus éloignées de l'emploi, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dans leur accès à l'emploi.

Ces actions d'insertion devront être en lien avec l'objet du marché et seront préalablement validées par le facilitateur référent.

Pour exemple, ces actions pourront être axées sur la découverte métier, l'immersion en entreprise, des ateliers conseils, le parrainage – voir ci-après liste d'actions non exhaustive :

Nom de l'action	Descriptif succinct de la modalité
Action de formation (2)	Sur le lot 01, ouverture d'une session de formation à distance d'une journée pour 3 à 6 personnes à destination d'un public en difficulté d'insertion. Le programme précis de la formation est élaboré en lien avec le facilitateur référent. Pour les autres lots, le titulaire peut aussi, à son choix, retenir cette mesure.
Réalisation d'heures d'insertion* (2)	Par la mise à disposition ou un recrutement direct de salariés relevant de l'insertion, ou sous-traitance Le nombre d'heures d'insertion attendu est de 1 h par tranche de 10 000 € de facturation.
Visite de l'entreprise (1)	Accueil dans l'entreprise d'un groupe de personnes relevant de l'insertion et souhaitant travailler dans le secteur correspondant à l'objet de l'accord-cadre.
Présentation métiers et activités de l'entreprise (1)	Sur site, au sein de l'entreprise ou au sein d'une structure emploi / insertion. La présentation du métier devra avoir lieu au bénéfice de personnes souhaitant travailler dans le secteur professionnel qui fait l'objet de l'accord-cadre. La présentation devra être assurée à minima par un professionnel de l'entreprise œuvrant à la réalisation de l'objet du marché ET une personne du service Ressources Humaines de l'entreprise qui viendra expliquer les modalités de recrutement sur les postes de l'entreprise en lien avec l'objet de l'accord-cadre.
Présence de l'entreprise sur des événements « emploi » (1)	Forums de recrutement, salon emploi / formation, job-dating, selon le calendrier des manifestations locales... L'entreprise devra y présenter en priorité les postes en cours de recrutement pour la réalisation de l'objet de l'accord-cadre.
Enquête-métiers (1)	L'attributaire recevra en entretien individuel d'une durée minimal d'une heure au moins une personne en insertion sur la base d'un

	questionnaire sur son métier en lien avec l'objet de l'accord-cadre et ainsi favoriser son orientation professionnelle.
Simulation d'entretien d'embauche (1)	Mobilisation des équipes en charge des recrutements et retours qualitatifs.
Immersion en entreprise (1)	Stage conventionné et non rémunéré de 1 à 4 semaines pour des demandeurs d'emploi (PMSMP) en vue de valider une orientation professionnelle ou découvrir un métier en lien avec l'objet de l'accord-cadre.
Prestations diverses avec une structure inclusive (2)	Recours à une structure inclusive locale pour des prestations diverses (communication, restauration, conditionnement...). Ce recours à une prestation (ou à des prestations) doit à minima représenter 1% du chiffre d'affaires annuel de la prestation objet de l'accord-cadre annuel et se faire au bénéfice des équipes ou du contenu de la prestation objet de l'accord-cadre.
Présence de l'entreprise sur des événements partenariaux (1)	Autour de l'Achat Socialement Responsable, la Responsabilité Sociale de l'Entreprise, du développement de l'Economie Sociale et Solidaire...présence de l'entreprise pour présenter les démarches et réalisations de l'entreprise dans le cadre du périmètre de cet accord-cadre.

* Dispositions spécifiques relatives aux heures d'insertion

La mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle peut s'effectuer librement selon les trois modalités suivantes :

- Par une embauche directe par l'entreprise adjudicataire :
En contrat à durée indéterminée (CDI)
En contrat à durée déterminée (CDD), contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage)
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT)
- Par le recours à la sous-traitance :

Le titulaire reste responsable de l'exécution du marché, de l'obligation d'insertion et sera assujéti aux pénalités prévues en cas de manquement. Il appartient à cet égard au titulaire de responsabiliser ses sous-traitants sur la réalisation de la clause sociale d'insertion, dans le cadre du contrat de sous-traitance.

En cas de recours à la sous-traitance auprès d'entreprises classiques, le titulaire doit obligatoirement recueillir l'accord du facilitateur, quant à la répartition de la volumétrie d'insertion entre lui (heures en nom propre) et ses sous-traitants, pour s'assurer qu'elle répond à due proportion des travaux ou prestations correspondant à la part du marché de chacun. En fonction des éléments recueillis auprès du titulaire, le facilitateur s'assurera que l'obligation d'insertion imputée au sous-traitant dans son contrat, est réaliste et réalisable, au regard de plusieurs éléments transmis (montant HT du contrat, durée d'intervention du sous-traitant, nature de l'intervention (secteur d'activité du sous-traitant, part main d'œuvre), tout autre élément jugé utile par le facilitateur).

En cas de recours à la sous-traitance inclusive, celle-ci se fait dans l'esprit d'une relation fournisseur responsable, avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)

Spécificité du Groupement Momentané d'Entreprises (GME)

En cas de groupement momentané d'entreprises retenu, celui-ci doit obligatoirement recueillir l'accord du facilitateur, quant à la répartition de la volumétrie des heures d'insertion entre les co-traitants qui composent le groupement, pour s'assurer qu'elle répond à due proportion des travaux ou prestations correspondant à la part du marché de chacun. Le mandataire est l'interlocuteur privilégié du facilitateur, puisqu'il représente le groupement vis-à-vis du donneur d'ordre.

En cas de difficultés de réalisation des heures, le facilitateur devra être informé par le mandataire de la nature juridique du groupement, de l'étendue et de la durée de la solidarité, afin d'identifier les responsabilités de chaque entreprise sur le volet Insertion.

IMPORTANT : l'adjudicataire est seul responsable envers l'adjudicateur. C'est la raison pour laquelle, s'il choisit la mise à disposition ou la sous-traitance, il est de sa responsabilité de centraliser et fournir au facilitateur désigné, tous les éléments permettant le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de la clause (tableau de suivi des heures, éléments administratifs des salariés en insertion (attestation d'éligibilité à la clause, CV, attestation d'embauche)) (cf. § 6).

Globalisation des heures d'insertion

La globalisation des heures d'insertion est possible si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale. Le titulaire peut solliciter, auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Par ailleurs, une évaluation annuelle des commandes effectivement réalisées pourra être effectuée, sur demande de l'entreprise, afin de réajuster éventuellement le volume d'heures défini initialement.

Publics éligibles :

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle doivent relever de l'une des catégories suivantes :

1.1. Les personnes recrutées et/ou accompagnées, en parcours d'insertion dans une structure reconnue par l'Etat :

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C), les plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE)
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

1.2. Les personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi

- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité
- e) Demandeurs d'emploi de moins de 26 ans quel que soit son niveau d'étude, diplômés ou sans qualification, et justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- h) Demandeurs d'emploi, domiciliés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé des partenaires de l'emploi et de l'insertion (France Travail, maisons de l'emploi, plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), missions locales, Cap emploi, maisons départementales des personnes handicapées (MDPH)...)

Préalablement à la mobilisation des publics sur l'action retenue, le ou les critères d'éligibilité doit être validé par le facilitateur mandaté par l'acheteur. En cas de non-validation de l'éligibilité des publics, les entreprises sont informées que l'action réalisée ne sera pas valorisée au titre de la clause sociale d'insertion.

Aussi, le présent CCAP considère expressément cette clause comme une condition d'exécution obligatoire du marché.

Difficultés économiques

Le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage et le facilitateur, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin d'étudier ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire en informe le facilitateur qui retransmet au pouvoir adjudicateur ; ce dernier décide de la suspension ou de la suppression partielle ou totale de la clause sociale d'insertion.

Au-delà de ces difficultés, en cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre.

Le titulaire a la possibilité de changer d'action chaque année en informant le facilitateur désigné de son souhait. Il peut aussi faire la même action chaque année. Un titulaire ayant plusieurs lots peut proposer des actions différentes selon les lots.

Contrôle de l'exécution des actions d'insertion

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tout renseignement utile, propre à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action par le facilitateur désigné. Il s'agira d'apporter le justificatif selon l'action retenue - exemple :

- Déclaration des heures travaillées – selon le modèle de restitution fourni par le facilitateur désigné
- Une copie de la convention de stage
- Une synthèse des échanges réalisés lors de l'atelier conseil, du parrainage, daté et signé par l'entreprise titulaire et le public
- L'attestation de formation
- Tout autre document justifiant de l'action d'insertion

Par ailleurs, l'entreprise titulaire peut demander une attestation de réalisation de ses engagements auprès du facilitateur désigné.

En cas de non-transmission des renseignements permettant le contrôle de l'exécution de l'action, l'action ne sera pas comptabilisée au titre de la clause sociale d'insertion.

Dès lors, l'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au CCAP.

Dispositif d'accompagnement de la mise en œuvre des actions d'insertion :

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'ARS Normandie, pilote du groupement de commande, met en place une procédure d'assistance gérée par la structure portant la compétence de coordination régionale de la clause en Normandie dont la représentante est :

Céline PERRIOT

Responsable Clause Sociale d'Insertion sur le territoire de la CU Caen la mer

Coordinatrice Régionale NORMANDIE

02 31 44 42 45 / 07 72 51 09 47

c.perriot@calmec.fr



CAen La Mer Emploi et Compétences

Maison de l'emploi et de l'orientation, 1 place de l'Europe - 14200 HÉROUVILLE SAINT-CLAIR

contact@calmec.fr

Durant la consultation, le coordinateur CALMEC informe les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion.

Le titulaire bénéficie de l'accompagnement du coordinateur CALMEC qui, en fonction de sa localisation géographique et de la localisation de l'exécution de la prestation, identifiera au sein du réseau national, le coordinateur et/ou facilitateur des clauses le plus pertinent pour apporter un accompagnement de proximité et fera la mise en relation.

Ce lien se fera avec la tête de réseau national – Alliance Villes Emploi



Linda GUEHAMA

Cheffe de Projets

Achats Responsables

lguehama@ville-emploi.asso.fr

Tél : 07 44 70 85 62

Pour rappel, les formations ont lieu uniquement en distanciel.

Le facilitateur de proximité ainsi identifié aura pour mission, quant à lui, notamment d'accompagner le titulaire dans la mise en œuvre de l'action d'insertion (choix de la modalité, identification des publics, suivi d'application, compte-rendu).

Suivi des mesures d'insertion par le titulaire :

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle et transmet tous les renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale.

En plus d'une mise au point de l'action d'insertion lors de la réunion de lancement, dans un délai de 30 jours maximum après la notification de l'accord-cadre, le correspondant est tenu de contacter le coordinateur ou facilitateur désigné. Des réunions de suivi de la clause d'insertion sont ensuite réalisées périodiquement.

Le correspondant est tenu de communiquer au facilitateur qui lui aura été proposé toutes les informations jugées utiles dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa demande.

Un contrôle de l'exécution de l'action d'insertion est réalisé tout au long de l'exécution du contrat. Le titulaire doit être en mesure d'établir des bilans périodiques (état d'avancement dans la mise en œuvre de l'action) et un bilan final transmis dans le mois précédant la fin du contrat. Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficultés comme critère d'attribution

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique, la performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficultés constitue un critère d'attribution du présent marché.

Les actions mises en œuvre par le titulaire sont décrites dans son cadre de mémoire technique.

■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

- Afin d'encourager la réduction de l'empreinte carbone liée à la formation, le titulaire s'engage à utiliser des solutions numériques écologiquement responsables, limitant l'impact environnemental (hébergement des contenus sur des serveurs à faible consommation énergétique, formats légers, limitation du stockage).
- Pour une gestion écoresponsable, les supports pédagogiques doivent être transmis sous format dématérialisé. En cas de besoin de documents imprimés, ceux-ci doivent être imprimés sur papier recyclé certifié FSC/PEFC et imprimés en recto-verso avec une encre écologique.
- Les déplacements en transport en commun, notamment en train sont favorisés.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Apparition d'une solution innovante

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

Autres évolutions des formations

Durant la vie de l'accord-cadre et sur demande des bénéficiaires, des adaptations du contenu des fiches pédagogiques pourront avoir lieu pour s'adapter à la population concernée et aux besoins en compétences identifiés (par exemple, un chapitre traité en partie pour renforcer un autre chapitre). Ces modifications légères sont considérées comme mineures et ne nécessitent pas la notification de

modifications à caractère technique. Elles sont sans effet sur le prix.

Par ailleurs, le titulaire peut être appelé à la demande des bénéficiaires à adapter le contenu de la formation et la documentation donnant lieu à l'augmentation ou à la réduction de la durée de la formation initialement prévue. Dans ce cadre, à la demande des bénéficiaires, le titulaire doit adapter le contenu et les objectifs de la formation. Ces modifications sont contractualisées par voie d'avenant à l'accord-cadre.

Adhésion d'une ARS en cours d'exécution

Le présent accord cadre pourra être modifié, quel que soit le montant, en cas d'ajout d'une ou plusieurs ARS en cours d'exécution de l'accord cadre.

Il est précisé que le titulaire ne pourra s'opposer à l'entrée en cours d'exécution d'une ou plusieurs ARS non adhérentes au moment de la notification. Cette ou ces entrée(s) n'ouvriront droit à aucune indemnité en faveur du titulaire.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire est invité à déposer ces documents sur la plate-forme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ARS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin

d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

Le titulaire du contrat est en charge de l'exécution d'un service public. Il s'engage, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, à respecter les principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

A ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique, dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Cette obligation pèse également sur les éventuels sous-traitants du titulaire.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

■ **Autres obligations du titulaire :**

Les stipulations complémentaires suivantes s'appliquent :

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50,00 € par jour de retard.
Absence non-excusee à une formation	En cas d'absence du formateur, le titulaire encourt une pénalité de 300€ à laquelle s'ajoute le remboursement des frais de déplacement des agents de l'ARS le cas échéant
Absence non-excusee à une réunion	En cas d'absence des représentants du titulaire à une réunion, le titulaire encourt une pénalité de 300€ par constat
Annulation d'une formation moins de 48h avant la date prévue	En cas d'annulation, le titulaire encourt une pénalité de 300€
Non-respect clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500,00 €
Non-respect clause sociale	<p>En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire après mise en demeure restée infructueuse (non-réalisation, réalisation partielle, ou ne répondant pas au cadre défini), l'entreprise adjudicataire subira une pénalité (P) égale à P = 2 000 euros HT X nombre d'actions d'insertion non réalisées.</p> <p>En cas de non-réalisation d'heures d'insertion, une pénalité égale au produit de deux fois le SMIC horaire brut par nombre d'heures d'insertion non réalisées sur le nombre d'heures attendues sera appliquée.</p> <p>Absence injustifiée à une réunion de suivi : 100€</p> <p>En cas de non-sollicitation du facilitateur, non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des justificatifs : 50€ par jour de retard avéré (sur avis argumenté du facilitateur).</p>

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Caen
3, Rue Arthur Leduc
BP 25086
Caen
14050 Caen Cedex 4

Téléphone : 02 31 70 72 72

Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr

Site internet : <http://caen.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ **Propriété intellectuelle :**

Les apprenants conservent les documents transmis par le titulaire à l'issue de la formation. Les ARS bénéficiaires peuvent reproduire et diffuser ces documents en interne pour un usage uniquement pédagogique.

Cette autorisation n'a aucun caractère exclusif ; le titulaire peut continuer à exploiter librement ses supports.

Cette autorisation de reproduction et de diffusion est incluse dans le montant des formations.

En revanche, les ARS bénéficiaires ne sont pas responsables des éventuels usages indus que les participants pourraient faire des documents pédagogiques.

Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

■ **Moyens mis à disposition par l'acheteur :**

Le titulaire doit s'assurer, en lien avec la personne publique, un mois avant le début de chaque formation, de la mise à disposition des moyens techniques et pédagogiques nécessaires à leur réalisation.

En cas d'indisponibilité de ces ressources, d'un commun accord, la formation pourra être repoussée à une date ultérieure, voire annulée par la personne publique.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique Variation des prix de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 10.2.4 du CCAG pour la date d'établissement des prix en cas de remise d'offres multiples

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)